

GRO L'OA

Le Groenland, territoire quatre fois plus grand que la France, mais peuplé de seulement 56 000 habitants, attire les convoitises des plus grandes puissances. En jeu : les ressources naturelles et l'ouverture sur l'Arctique.

**PAR PAUL ABRAN, FRANÇOIS BLANCHARD, MARINE LANGLOIS,
FRANÇOIS VENTÉJOU ET NATHAN VILDY**



GRÉNLANDE : UN TERRITOIRE POLAIRE



Beaucoup ont d'abord cru à une blague. Vendredi 16 août 2019, *The Wall Street Journal* révèle que Donald Trump s'est renseigné à plusieurs reprises auprès de ses conseillers au sujet d'un rachat par les États-Unis du Groenland, territoire semi-autonome rattaché à la couronne du Danemark. Trois jours plus tard, le président américain confirme la rumeur, tout en précisant que ce n'était pas la « *priorité numéro un* » de son gouvernement. « *Le concept a surgi et j'ai dit que stratégiquement, c'est certainement intéressant et que nous serions intéressés* », déclare-t-il à la presse.

« Poisson d'avril »

Du côté danois, c'est la surprise, voire la stupéfaction. « *Le Groenland n'est pas à vendre [...]. J'espère vraiment que ce n'est pas sérieux* », réagit Mette Frederiksen, la Première ministre, fustigeant une « *discussion absurde* ». L'ancien chef du gouvernement danois, Lars Lokke Rasmussen, parle même d'un « *poisson d'avril* » dans un tweet. « *Le Groenland est riche en ressources précieuses [...]. Nous sommes prêts à faire des affaires, pas à vendre* », précise le ministère groenlandais des Affaires étrangères sur Twitter. Vexé par les déclarations des autorités danoises, Donald Trump a annulé sa visite au Danemark prévue pour début septembre.

Au-delà de l'incident diplomatique, l'épisode a donné un coup de projecteur sur ce territoire grand comme quatre fois la France et peuplé de 57 000 habitants.

Des ressources naturelles considérables

Ce n'est pas un hasard si Trump s'intéresse au Groenland. Le pays est un véritable eldorado énergétique. Le sous-sol groenlandais est riche en hydrocarbures mais la calotte glaciaire rend son exploitation particulièrement compliquée. Le climat polaire a longtemps constitué une

entrave à l'investissement pour les grandes compagnies. D'autant que chaque hiver, l'avancée de la banquise complique aussi l'exploration des gisements offshore d'hydrocarbures. Les firmes étrangères ne s'en désintéressent pas pour autant. En 2010, les compagnies Shell, GDF Suez et Statoil s'associaient pour obtenir deux licences d'explorations offshore, accordées par le ministère de l'Industrie et des Ressources minérales du Groenland.

Le Groenland détient aussi d'importants gisements de « terres rares ». Ces minerais utilisés pour la fabrication de produits high-tech (smartphones, batteries de véhicules électriques, écrans LCD...) constituent des ressources très convoitées. Le Groenland en possède les deuxièmes réserves mondiales, derrière la Chine.

Les États-Unis sont toutefois loin d'être les seuls à s'intéresser à ces richesses arctiques. Les ressources ne manquent

pas d'aiguiser les appétits des investisseurs internationaux. Australie, Japon, Corée du Sud, Canada... Les puissances placent leurs pions. Une stratégie que la Chine mène depuis plusieurs années.

La puissance chinoise à la manoeuvre

Membre observateur du Conseil de l'Arctique depuis 2013, la Chine mène depuis une quinzaine d'années, de grands projets dans la région. Au Groenland, la présence chinoise se traduit en particulier par des campagnes d'explorations minières ou le développement d'infrastructures pour désenclaver cette immense île. En 2018, l'Empire du Milieu envisageait par exemple d'investir près de 500 millions de dollars dans l'agrandissement de trois aéroports à Qaortoq (Sud-Ouest), Ilulissat et Nuuk (Ouest), la capitale, avant que les États-Unis et le Danemark

Acheter un territoire ?

Les États-Unis n'en sont pas à leur coup d'essai

Après la Seconde Guerre mondiale déjà, l'administration Truman proposait 100 millions de dollars au Danemark pour acheter le Groenland. Si la démarche n'a pas abouti, les États-Unis ont par le passé réussi à acheter d'autres territoires.

La Louisiane

Le 30 avril 1803, Napoléon Bonaparte, alors Premier consul de France, cède pour 1,5 million de dollars l'un de ses territoires aux États-Unis, et pas des moindres. Avec ses 2,1 millions km², la Louisiane augmente considérablement la superficie du jeune pays américain.

La Floride

En 1819, le traité d'Adams-Onis définit la frontière de la « Nouvelle Espagne » et par la même occasion confirme la cession de la Floride orientale aux États-Unis. En 1845, le territoire devient officiellement un État américain.

L'Alaska

En 1867, les États-Unis ont déjà des envies de conquêtes polaires. Leur choix se porte sur l'Alaska, territoire arctique de 1,7 million km². Appartenant à un Empire russe très endetté, cet immense territoire est vendu pour 7,2 millions de dollars et devient, en 1959, le 49^e État des États-Unis.

Les Îles vierges américaines

Avant le Groenland, le Danemark a déjà cédé aux avances des États-Unis. En 1917, les Danois vendent les Îles vierges américaines, situées au nord de l'Amérique du Sud, pour 25 millions de dollars. Elles sont désormais partagées avec la Grande-Bretagne.



ne parviennent à contraindre le mastodonte chinois CCCC (China Communications Construction Company) de se retirer de l'appel d'offres. Car l'influence chinoise au Groenland prend de l'ampleur.

Au nord de la capitale groenlandaise, le groupe chinois General Group a investi près de 2 milliards de dollars en 2015 pour exploiter la mine de fer d'Isua. Au nord-est de l'île, c'est le site de Citronen Fjord, l'une des plus grandes réserves inexploitées au monde de zinc et de plomb, qui suscite désormais les convoitises de la Chine.

Création de 12 000 emplois

Un intérêt qui ne se limite d'ailleurs pas seulement au Groenland. La Chine est présente partout dans l'Arctique. En Alaska, fin 2017, un consortium de trois groupes chinois a repris, pour un montant de 43 milliards de dollars, le projet Alaska LNG lancé en 2014 afin de transporter et liquéfier du gaz naturel de la région de North Slope. « On pensait qu'ils auraient du mal à prendre pied aux États-Unis, à cause des positions prises par Trump à leur égard. Et finalement, comme on le voit avec l'annonce de ce deal, ils y parviennent », déclare à L'Obs Mikaa Mered, spécialiste de la géopolitique des zones polaires, en novembre 2017. La création de 12 000 emplois et une réduction de 10 milliards de dollars du déficit commercial avec la Chine ont convaincu Donald Trump d'accepter cet investissement

LE GROENLAND

EN 6 DATES

IXe siècle
LES VIKINGS DÉCOUVRENT CETTE TERRE
 À la recherche de nouvelles terres, les Vikings norvégiens et Erik le Rouge auraient découvert le "Terre verte" (Groenland) en 862. Depuis trois siècles, la population n'est jamais dépassée 5 000 colons.

XIIIe siècle
ARRIVÉE DES PEUPLES INUITS
 Les Inuits arrivent à leur tour au Groenland vers 1250. Ils découvrent les installations des Vikings. Contrairement à eux, les Inuits survivent aux périodes de grand froid, notamment grâce à leurs techniques de chasse plus élaborées.

1721
LES DANOIS COLONISENT LE GROENLAND
 Le pasteur Hans Egede est le fondateur de la colonie danoise du Groenland. Il est parti en mission en 1721. Dès lors, le Groenland était administré par le gouvernement danois.

1953
INTÉGRATION DU GROENLAND AU ROYAUME DANOIS
 Le Groenland est pleinement intégré au sein de la communauté du Royaume du Danemark. Le Groenland est désormais représenté au Parlement danois. La période coloniale prend fin.

1979
ACCESSION À L'AUTONOMIE
 73 % des Groenlandais ont répondu "oui" au référendum. Le Groenland obtient donc le droit de former son propre gouvernement et son assemblée territoriale.

2009
L'AUTONOMIE DU GROENLAND ÉLARGIE
 Un nouveau statut permet à la "Terre verte" d'utiliser ses ressources naturelles. Le Danemark gère néanmoins la marine, la défense, la monnaie et les relations internationales.

Crédit : Lee E. Schading



Construite dans les années 1940 dans le cadre des accords de l'OTAN, la base aérienne de Thulé était la pièce maîtresse du bouclier anti-missiles américain. Elle abrite une station radar antimissiles. Environ 2600 vols militaires et internationaux y passent par an. De nos jours, sa fonction principale est de faciliter la recherche et l'exploration de l'Arctique.

chinois record aux États-Unis. La Chine est aussi présente dans des projets gaziers en Russie, et en Norvège avec qui elle négocie de nouveaux accords de libre-échange.

Au Groenland, les investisseurs chinois tentent de faire main basse sur les projets miniers, et en particulier sur les terres rares. « *La Chine a un quasi-monopole sur les terres rares. Quand des projets concurrents voient le jour, elle essaie soit par des jeux politiques de les faire avorter, soit d'investir dedans pour mieux les contrôler* », explique la journaliste Alexiane Lerouge, spécialiste des régions froides.

Pour accroître davantage leur influence dans la région, les grandes puissances peuvent compter sur le réchauffement climatique qui touche particulièrement le

Groenland. Le pays est recouvert à 80 % par une chape de glace épaisse de deux kilomètres. Cet inlandsis constitue la deuxième étendue glacée de la planète après celle de l'Antarctique. Et celle-ci est plus que jamais menacée. La glace y fond six fois plus vite aujourd'hui que dans les années 1980. En 2019, les scientifiques n'ont pu que constater une fonte précoce et accélérée, provoquée par la vague de canicule qui a touché l'Europe. Les chiffres sont vertigineux et vont jusqu'à dépasser le record de fonte établi en 2012. En juillet 2019, 197 milliards de tonnes de glace ont disparu contre 60 à 70 milliards de tonnes habituellement. Sur la seule journée du 1^{er} août, 11 milliards de tonnes de glace se sont déversées dans l'océan.

Le réchauffement climatique, une aubaine

Catastrophe écologique, la fonte de la calotte glaciaire est devenue une aubaine pour les grandes puissances. Avec le réchauffement climatique, les ressources enfouies dans le sous-sol sont de plus en plus accessibles. La banquise est aussi touchée, et la Chine en profite. En 2017, elle a rajouté une troisième voie au tracé de ses nouvelles routes de la Soie (One Belt One Road). La route des glaces qui passe par le détroit de Béring permet de raccourcir de 6 400 km le trajet entre Shanghai et l'Europe. Le pays accroît par ailleurs sa flotte de brise-glace ; elle a inaugurée en juillet 2019 son premier

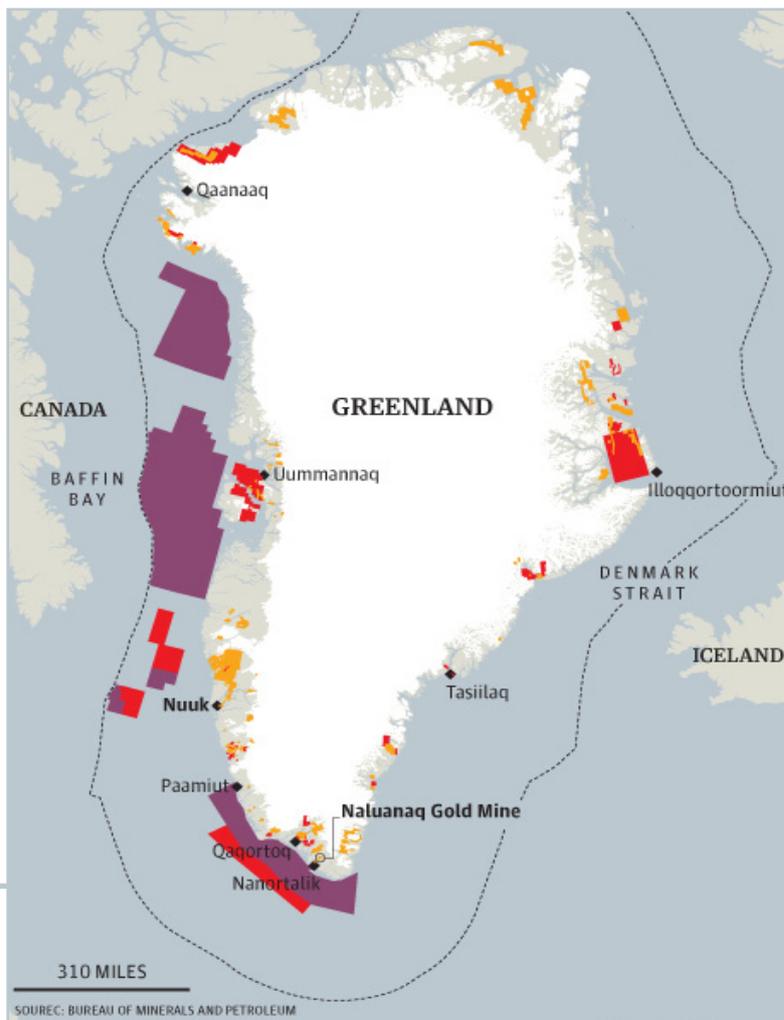
bâtiment 100 % chinois, le Xuelong 2 (Le dragon des neiges 2).

Alors que la Chine assoit sa puissance économique dans la région, les États-Unis y voient surtout un intérêt stratégique et sécuritaire. « *Le Groenland est le deuxième rideau de défense du continent nord-américain* », estime Mikaa Mered, sur le plateau d'Arrêt sur image, le 27 septembre 2019. Les États-Unis sont à ce jour le seul pays à être présent militairement au Groenland. La base aérienne de Thulé, au nord-ouest de l'île, abrite l'un des principaux radars de surveillance du système de défense anti-aérien nord-américain.

À la croisée d'enjeux économiques, stratégiques et climatiques, le Groenland est devenu le symbole d'une nouvelle guerre froide entre les puissances américaines et chinoises. Les États-Unis se voient concurrencés par la Chine qui a choisi d'appuyer sur le levier économique pour peser dans le nouvel équilibre arctique. •

L'EXPLOITATION DES RESSOURCES DU GROENLAND

- Exploration pétrolière et licence d'exploitation
- Exploration minière et licence d'exploitation
- Demande de licence pétrolière ou minière



Vers plus d'indépendance

C'est un secret de polichinelle, le Groenland veut devenir indépendant. Depuis la fin des années 1970, les évolutions du statut de l'île arctique confirment cette velléité. Jusqu'alors colonie puis comté d'outre-mer du Danemark, le Groenland devient en 1979 une « communauté particulière ». Un statut synonyme de première étape vers l'autonomie. Des prérogatives

sont attribuées aux Groenlandais comme la gestion des communes.

Dans la foulée d'autres domaines sont décentralisés comme l'éducation ou la santé. Un parlement du Groenland est également créé. Au total, 31 membres sont élus et ont le pouvoir de légiférer sur le territoire. Bien avant le Brexit, le Groenland quitte l'Union européenne (la CEE à l'époque) en 1985, 12 ans après y être entré avec le Danemark, malgré une opposition populaire. Ils

désapprouvaient l'accès des Européens à leurs zones de pêches. Toutefois, le Groenland reçoit toujours des aides financières européennes et reste inclus dans l'espace Schengen. En 2009, une étape supplémentaire est franchie après un référendum consultatif. Les Groenlandais deviennent un peuple à part entière et peuvent gérer leurs propres ressources minérales. Ils régissent désormais, entre autres, la justice, la police et l'administration pénitentiaire.

En outre, le kalaallisut, idiome inuit, devient la langue officielle du pays.

Mais le Groenland reste encore dépendant du Danemark. Le pays scandinave contrôle encore la défense, la monnaie et les relations internationales. Le royaume est également le premier partenaire économique du Groenland et lui verse 3,8 milliards de couronnes (500 millions d'euros) par an, ce qui représente plus de la moitié du budget groenlandais.

«Le problème de l'indépendance est son financement»



Alexiane Lerouge

*Journaliste spécialiste des mondes polaires,
de l'industrie et de l'énergie (RFI, Alternatives Économiques)*

Le Groenland réalise 90 % de ses exportations avec le Danemark et la moitié de son budget provient de ce Royaume. L'indépendance est-elle un projet réalisable ?

Il y a toujours eu la volonté d'une indépendance. La plupart des partis politiques sont en faveur d'une indépendance. Mais d'une année sur l'autre, les volontés sont assez fluctuantes.

Le principal problème de la prise d'indépendance est son financement. Il y a aussi l'absence de culture politique. Il y en a une mais elle est locale. En d'autres mots, quand le gouvernement groenlandais cherche à parler comme un pays souverain, ils n'ont pas forcément les codes. Ils ne sont pas formés pour parler aux médias. L'analogie est cruelle mais le gouvernement ressemble à un conseil municipal. Les élus du Parlement représentent avant tout leur village ou leur parti. On leur demande de faire de la politique et de la géopolitique, de négocier avec des grandes entreprises. Il faudrait négocier face à d'autres grands États mais ils n'ont pas les moyens, les outils ou la culture pour affronter cela.

« Le taux de suicide est très élevé »

Dans l'immédiat, qu'est-ce qui empêche le Groenland d'accéder à cette indépendance ?

Une des grandes questions qui se pose est celle de la transition. Comment est-ce que le Groenland peut se transformer en une nation indépendante dont l'économie repose sur les ressources minérales ? Les citoyens n'ont aucune formation dans ces domaines-là. La question des emplois est très importante. Si des emplois sont créés mais qu'ils ne bénéficient qu'à des travailleurs chinois ou européens et que les Groenlandais

restent au chômage c'est problématique. Il y a un fort taux de chômage, le taux de suicide est très élevé surtout chez les jeunes hommes de 15 à 25 ans qui ne voient pas de perspectives d'avenir.

« Le plus important avant l'indépendance, ce sont les emplois »

Vous nous dites donc que la population ne serait pas formée pour la mise en route de mines ?

Pas du tout. Il y a une école de mineurs qui a ouvert à Qaortoq. A Narsaq, j'ai même vu une école de cuisine. Mais beaucoup d'écoles professionnelles sont récentes. Elles sont plus ou moins aidées. Il y a une première ingénieure groenlandaise inuit qui a été formée au Danemark qui est revenue pour travailler dans les mines. A son retour, elle a été très mise en avant dans la presse locale comme un modèle de réussite à imiter. Mais elle reste une exception.

Quels sont les autres freins à l'indépendance ?

Du point de vue groenlandais, on ne peut pas accéder à l'indépendance tant que l'on n'a pas une industrie minière développée. Si on l'obtient, cela peut permettre de créer des emplois pour les Groenlandais. C'est là que se pose la grande question : est-ce qu'on lance des mines quitte à ne pas employer les citoyens parce qu'il faut accéder à l'indépendance rapidement ? Ou est-ce que l'on attend de les former de façon à réduire le taux de chômage et on leur trouve des postes ? En résumé : être indépendant en réduisant notre chômage ou être indépendant pour être indépendant ? La plupart des politiques au Groenland disent que le plus important avant l'indépendance, ce sont les emplois. •

La disparition mystérieuse des Vikings

En 982, l'ère des Vikings commence au Groenland. Banni d'Islande, l'explorateur Erik le Rouge et quelques centaines d'Islandais posent pied au sud-ouest du Groenland. Cinq siècles plus tard, en 1450, les Vikings quittent l'île. Seuls les Inuits, arrivés en 1100, restent sur le territoire.

Pendant longtemps, ce départ a été mis sur le compte d'un refroidissement brutal et du manque d'adaptation du peuple viking. Selon le géographe américain Jared Diamond, il n'y a pas de cause unique à la disparition des Vikings mais plusieurs raisons autant écologiques que socio-économiques.

En 2012, un groupe international de chercheurs publie un article dans la revue *Proceedings of the National Academy of Sciences*¹. Ils affirment que, d'après des fouilles archéologiques, les Vikings du Groenland ont bel et bien tenté d'adapter leurs pratiques au climat groenlandais. Leur modèle économique originel était agropastoral c'est-à-dire reposant sur l'agriculture et l'élevage. Les vikings auraient voulu pratiquer la chasse aux phoques et aux morses à l'instar des Inuits, sans y parvenir. Arrêt du commerce, faiblesse démographique, conflits avec les Inuits, les raisons possibles de la disparition des Vikings sont diverses.

Pour aller plus loin ...

France 24, Au Groenland, le désespoir de la jeunesse, reportage de Marion Touboul, 4 janvier 2019, 15 minutes.

« Groenland, le nouveau rêve du voyageur », GEO, n°486, août 2019.

MERED, Mikaa, Les mondes polaires, Paris, PUF, 2019.



Credit : Visit Greenland!